



Rapport de la Section canadienne de ParlAmericas

5e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique

Séances virtuelles

4, 15 et 25 juin 2021

Rapport

Membres et personnel de la délégation

Les 4, 15 et 21 juin 2021, le député Marc Serré, président de la Section canadienne de ParlAmericas, a dirigé une délégation à l'occasion de la 5^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique (RPCC) de ParlAmericas, qui s'est tenue virtuellement. Les autres membres de la délégation étaient la sénatrice Rosa Galvez, vice-présidente de la Section canadienne, le sénateur René Cormier et le député Simon-Pierre Savard-Tremblay, tous deux conseillers de la Section canadienne, ainsi que le député Ziad Aboutaif.

La délégation était appuyée par Julie Pelletier, secrétaire d'association, et par Brittany Collier et Robert Mason, conseillers par intérim de la Section canadienne.

Activités de la 5^e rencontre du réseau parlementaire sur le changement climatique

La 5^e rencontre du RPCC, qui avait pour thème « Aborder les inégalités afin de favoriser l'ambition climatique : Une transition juste pour réaliser l'Accord de Paris », était organisée conjointement par le Parlement de la République de Trinité-et-Tobago et le Sénat du Mexique.

Les parlementaires des pays hôtes ont ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue aux participants. La Présidente de la Chambre des représentants de Trinité-et-Tobago, Bridgid Annisette-George, a parlé du travail en cours dans son pays pour lutter contre les changements climatiques et de l'importance de prendre en compte les impacts sociaux de ces changements. La sénatrice mexicaine Nancy de la Sierra a décrit les mesures prises au Mexique pour protéger l'environnement et souligné l'importance du dialogue parlementaire sur ces questions, étant donné la Conférence des Parties (COP) 26 qui se tiendra prochainement et les répercussions des changements climatiques à l'échelle mondiale.

Panel sur la promotion d'une action climatique inclusive : 4 juin 2021

La sénatrice Galvez a dirigé un panel composé d'Enrico Botta de l'Organisation de coopération et de développements économiques, de Samantha Smith du Centre pour une transition juste, de Claudia de Windt de l'Institut interaméricain pour la justice et la durabilité et d'Eduardo Uribe-Botero du Groupe Énergie Bogota. La sénatrice Galvez a posé à chaque présentateur des questions sur des thèmes tels que la nécessité de veiller à ce que les politiques climatiques puissent répondre aux besoins des employés et des syndicats; et de faire en sorte que davantage de femmes puissent faire la transition vers des emplois plus « verts ».

Enrico Botta a souligné que les politiques environnementales inclusives tiennent compte des perspectives et des besoins des ménages, des employés et des régions. Samantha Smith a indiqué que les législateurs pourraient adopter des lois exigeant la création d'organes tripartites qui réuniraient le gouvernement, les syndicats et les employeurs à l'échelle nationale ou régionale et qui négocieraient et prendraient des décisions visant à favoriser une transition juste. Claudia de Windt a expliqué la relation entre le changement climatique et les conflits liés aux ressources en Amérique latine et dans les Caraïbes, et a proposé des moyens de rendre une transition juste plus juste et plus équitable pour tous. Selon Eduardo Uribe-Botero, une transition juste doit prendre en compte les répercussions sur les diverses régions et communautés de l'élimination des activités émettrices de gaz à effet de serre.

À la suite des présentations, les parlementaires ont posé des questions et parlé des répercussions du changement climatique dans leurs pays. Le sénateur Cormier a demandé quel rôle les législateurs pouvaient jouer pour que la population puisse contribuer à réduire les inégalités liées au changement climatique. Enrico Botta a répondu en soulignant l'importance de permettre à toutes les parties prenantes, y compris les employeurs et le public, de participer à la transition juste grâce à des initiatives ciblées de sensibilisation et de mobilisation.

Dialogue avec des représentants de la société civile et de jeunesse : 15 juin 2021

Dans son allocution de bienvenue à une réunion axée sur l'inclusion et l'autonomisation des jeunes dans le contexte de l'action climatique, la sénatrice trinitadienne Yokymma Bethelmy a souligné que l'action climatique inclusive exige à la fois de réduire les effets du changement climatique sur les plus vulnérables – dont les enfants – et de veiller à ce que les avantages et les coûts de l'action climatique soient équitablement répartis. La sénatrice mexicaine Beatriz Paredes a évoqué la nécessité d'inclure les jeunes dans le processus décisionnel afin de garantir que les politiques économiques soient compatibles avec une relation saine avec la nature.

Carlos Ruiz-Garvia et Vintura Silva, responsables des centres régionaux de collaboration, respectivement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ont fait des présentations. Carlos Ruiz-Garvia a parlé du cadre international pour l'inclusion des jeunes dans l'action climatique, signalant que l'Accord de Paris et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques incluent tous deux l'objectif de donner à tous les membres de la société les moyens de s'engager dans l'action climatique, notamment en encourageant et en facilitant l'éducation et la formation relatives au changement climatique et à ses effets. Carlos Ruiz-Garvia a expliqué que de telles initiatives sont appelées programmes d'action pour l'autonomisation climatique (AAC). En décrivant l'évolution des programmes d'AAC, Carlos Ruiz-Garvia a mentionné que la COP 26 qui se tiendra prochainement sera l'occasion de promouvoir ceux-ci. Vintura Silva a pour sa part parlé de l'impératif d'une transition juste et a mentionné en particulier la Caribbean Academy for Global Youth Leadership Empowerment, un programme d'AAC conçu pour soutenir le leadership climatique, la mise en commun des connaissances et l'incubation des « entreprises vertes ».

La députée costaricaine Paola Vega Rodriguez a animé les discussions entre parlementaires et représentants de la société civile et de la jeunesse sur les thèmes de l'action climatique inclusive et des programmes d'AAC. M. Serré a exhorté les jeunes à jouer un rôle actif dans la lutte contre les changements climatiques et à faire en sorte que leurs points de vue soient entendus, notamment en n'ayant pas peur d'établir un dialogue avec les législateurs.

Dans son discours de clôture de la réunion, M. Serré a parlé de l'importance d'inclure les organisations de la société civile et de la jeunesse dans les discussions et la prise de décision sur le climat, en soulignant qu'elles proposent des solutions, demandent des comptes aux gouvernements et aident à mobiliser l'action.

Session plénière et élections : 25 juin 2021

La session plénière a été ouverte par la sénatrice mexicaine Nancy de la Sierra ainsi que par la représentante Annisette-George et la sénatrice paraguayenne Blanca Ovelar, respectivement vice-présidente et présidente de ParlAmericas. Leur discours d'ouverture a été l'occasion pour elles d'exprimer leurs points de vue sur les principaux thèmes de la rencontre.

L'ambassadeur Luis Alfonso de Alba, envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies pour le sommet climatique de 2019, a prononcé un discours liminaire où il a à la fois souligné l'urgence de prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique et mis en évidence le lien entre le changement climatique et la pauvreté. L'ambassadeur de Alba a mis en évidence le manque d'ambition des cibles climatiques fixées avant la pandémie de COVID-19 et la nécessité d'adopter des mesures plus audacieuses. En outre, l'ambassadeur de Alba a évoqué la participation accrue des organisations de la société civile, des universitaires et des législateurs aux questions relatives au changement climatique et souligné l'importance des contributions déterminées au niveau national dans la lutte contre les changements climatiques ainsi que la nécessité d'axer les efforts sur ces contributions.

La présidente du Sénat bélizien, Carolyn Trench-Sandiford, a animé une discussion visant à recenser les grands thèmes et les principales conclusions de la rencontre. En résumant la réunion du 4 juin 2021, la sénatrice Galvez a indiqué que les législateurs devraient tenir compte des perspectives locales et régionales lors de l'élaboration de textes législatifs et de la supervision des politiques relatives à une transition juste. En ce qui concerne le dialogue du 15 juin 2021 entre parlementaires et représentants de la société civile et de la jeunesse, la députée Vega Rodriguez a souligné la nécessité de continuer à donner aux jeunes l'occasion d'établir un dialogue avec les législateurs et l'importance d'adopter une approche intersectionnelle pour faire en sorte que les politiques et les actions climatiques soient inclusives.

La sénatrice Trench-Sandiford a ensuite animé une discussion faisant intervenir la sénatrice brésilienne Kátia Abreu, le député chilien Iván Flores ainsi que Rafael Jimenez Aybar, de la Fondation Westminster pour la démocratie. Leurs propos ont porté principalement sur les expériences législatives en matière de promotion d'une action climatique inclusive pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. La sénatrice Abreu a décrit les efforts déployés par le Brésil pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris

ainsi que les travaux en cours pour préparer la COP 26, tandis que le député Flores a souligné les répercussions des changements climatiques au Chili et énuméré les mesures qui ont été ou qui sont prises pour lutter contre ces changements dans ce pays. En commentant les conclusions présentées dans un projet de rapport corédigé par la Fondation Westminster pour la démocratie et ParlAmericas intitulé *Parliaments and the Paris Agreement*, Rafael Jimenez Aybar a expliqué qu'une plus grande coordination des efforts législatifs est nécessaire pour aligner le « travail climatique » sur la mise en œuvre des engagements de l'Accord de Paris. Rafael Jimenez Aybar a également mentionné un certain nombre de possibilités pour les assemblées législatives d'influer sur l'action climatique.

Après cette discussion, les parlementaires ont eu l'occasion de poser des questions. Le sénateur Cormier a évoqué le lien entre la diversité culturelle et géographique au sein des différents pays, d'une part, et les mesures mises en œuvre pour contrer le changement climatique, d'autre part, et a demandé comment les gouvernements peuvent soutenir le secteur culturel dans l'atteinte des objectifs climatiques.

Des élections ont eu lieu pour les postes du Comité exécutif du RPCC. Les parlementaires suivants ont été élus : la sénatrice Galvez, présidente du RPCC; le sénateur mexicain Raúl Bolaños-Cacho Cué, vice-président pour l'Amérique du Nord; la députée Vega Rodríguez, vice-présidente pour l'Amérique centrale; le député équatorien Luis Bruno Segovia Mejía, vice-président pour l'Amérique du Sud; le député du Suriname Radjendrekoeemar Debie, vice-président pour l'Amérique du Sud; et le sénateur trinidadien Anthony Vieira, vice-président pour les Caraïbes.

La session plénière s'est achevée par l'examen de la déclaration de la 5^e rencontre du RPCC et par le discours de clôture de la sénatrice Galvez en sa qualité de présidente nouvellement élue du RPCC. La sénatrice Galvez a parlé de l'importance des décisions relatives au changement climatique pour le bien-être des générations futures, et a fait allusion à la *Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité*, qui s'appuiera sur le nouvel objectif du Canada de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 à 45 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030, grâce à des obligations en matière de planification et de reddition de comptes.

Respectueusement soumis,

Marc G. Serré, député

Président, Section canadienne de ParlAmericas

Dépenses de voyage

ASSOCIATION

Section canadienne de ParlAmericas

ACTIVITÉ

5e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique

DESTINATION	Vidéoconférence
DATES	4, 15 et 25 juin 2021
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Rosa Galvez L'hon. René Cormier
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Marc G. Serré M. Simon-Pierre Savard-Tremblay M. Ziad Aboultaif
PERSONNEL	Mme Julie Pelletier Mme Brittany Collier M. Robert Mason
TRANSPORT	0,00
HÉBERGEMENT	0,00
HOSPITALITÉ	0,00
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	0,00
CADEAUX OFFICIELS	0,00
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	0,00
TOTAL	0,00